

Julliard, J., Michéa J.C., *La Gauche et le peuple*, Flammarion, Paris, 2014, 318 pages.

Chantal Gaillard

La méconnaissance de Proudhon est telle aujourd'hui que, la plupart du temps, les rares allusions à sa pensée sont entachées d'erreurs. Il est d'autant plus remarquable que Proudhon soit présent tout au long de l'échange épistolaire entre Jacques Julliard et Jean-Claude Michéa publié en 2014 sous le titre *La gauche et le peuple*. En effet, le philosophe et l'historien sont de bons connaisseurs du philosophe bisontin qui, grâce à eux, peut de nouveau revenir dans le débat public.

Dans leur ouvrage, ils s'interrogent sur le fossé, devenu aujourd'hui un gouffre, qui sépare le peuple de ses représentants, mais aussi sur les rapports entre la gauche et le peuple depuis le XIX^e siècle. Pour étayer leur argumentation ils font souvent référence à Proudhon qui a abordé dans son œuvre les mêmes problèmes, à savoir les conditions d'une véritable démocratie et la place qui doit être celle du peuple dans la vie politique et dans la vie économique.

Ainsi, pour répondre à la question, qu'est-ce que le peuple ? Jean-Claude Michéa rappelle les trois conditions fixées par Proudhon dans *De la capacité des classes ouvrières* pour que le peuple existe comme sujet politique : d'abord être conscient de lui-même (de sa dignité, de la place qu'il occupe dans la société) puis réfléchir aux objectifs qu'il veut atteindre, et enfin trouver les moyens nécessaires pour y parvenir. Comme Proudhon, Jean-Claude Michéa insiste sur la nécessité de l'indépendance des classes ouvrières face à la bourgeoisie capitaliste, leurs intérêts économiques étant fondamentalement divergents. Il insiste aussi sur l'originalité de la conception de la liberté de Proudhon, indissociable de l'égalité et de la solidarité, en citant (p. 55-56) cette phrase célèbre des *Confessions* :

Au point de vue social, liberté et solidarité sont des termes identiques : la liberté de chacun rencontrant dans la liberté d'autrui non plus une limite, comme dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793, mais un auxiliaire, l'homme le plus libre est celui qui a le plus de relations avec ses semblables.

Quand Jean-Claude Michéa évoque l'organisation d'une économie socialiste, il cite la *Théorie de la propriété* pour montrer que contrairement à Marx, Proudhon envisage, dans une société socialiste, des formes diverses de propriété qui préservent la liberté économique, puisqu'elles sont indépendantes de l'État, et en même temps l'intérêt général, puisqu'elles s'insèrent dans un cadre mutualiste et fédéraliste.

De son côté, Jacques Julliard voit comme solution d'avenir une association des propositions de Proudhon avec celles de Saint-Simon : la libre association, le mutualisme, la décentralisation de la production, mais en même temps un État arbitre, avec un rôle de coordination et de planification démocratique. L'historien constate que le marxisme autoritaire a étouffé le socialisme de Proudhon et de Saint-Simon et propose des mesures qui reprennent celles qui ont été appliquées après 1945, en les complétant : socialisation des grands moyens de production et d'échange, planification démocratique, autogestion. Les deux auteurs, à la suite de Proudhon, voient dans la maîtrise démocratique du crédit un des leviers économiques les plus efficaces, et, en évoquant la restauration de la dignité du travail, ils sont encore une fois au cœur de la philosophie du Bisontin.

Dans le domaine politique, Jacques Julliard et Jean-Claude Michéa reprennent la critique proudhonienne de la souveraineté populaire telle que Rousseau, puis Robespierre, la concevait. Proudhon, en effet, conteste le transfert au peuple du pouvoir absolu, qui appartenait auparavant au roi, car il refuse tout absolutisme, et il est lucide sur les inconvénients du suffrage universel tel qu'il était organisé à son époque. C'est pourquoi il a prôné son application dans un nouveau cadre politique et économique, qu'il a évoqué à la fin de sa vie dans *De la Justice*, puis, surtout, dans *Du principe fédératif*. De son côté, Jacques Julliard pense que le peuple ne pourra pas prendre ses affaires en main tant qu'il y aura la démocratie représentative, car c'est une fiction qui confisque la souveraineté populaire au profit de la classe politique ; celle-ci se comporte alors en caste fermée et autonome, la politique devient une véritable profession. Un des coupables, pour Jacques Julliard, est le système électif qu'il faut relativiser et modifier. Dans ce but il envisage le recours au tirage au sort sur des listes d'aptitude, pour les élections autres que les présidentielles, mais il pense que la mesure la plus facile à adopter est la non-rééligibilité des élus. Cependant, pour pouvoir faire ces réformes il faudrait une nouvelle alliance entre les classes populaires et la bourgeoisie progressiste, comme celle que Proudhon a souhaitée, et qui a été réalisée sous la III^e République.

La tonalité proudhonienne de *La Gauche et le peuple* se manifeste aussi par le rôle capital que les deux auteurs accordent à la « démopédie », par leur insistance à affirmer que le socialisme doit être moral et s'appuyer sur les valeurs populaires héritées du christianisme comme du mouvement ouvrier, et enfin, par le rejet de la vieille opposition entre réformisme et révolution.

Même si cet ouvrage ne rentre pas dans le détail des idées et des argumentations proudhoniennes, il peut inciter un public plus large à explorer les œuvres du philosophe bisontin, en lui faisant prendre conscience que Proudhon a donné des pistes encore utiles pour trouver des solutions aux problèmes actuels.